Ref 8/A
D 2
73

ORGANISATION EUROPÉENNE ET MÉDITERRANÉENNE POUR LA PROTECTION DES PLANTES

EUROPEAN AND MEDITERRANEAN PLANT PROTECTION ORGANISATION

★

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

(Nouvelle édition)

Texte d'origine approuvé par le Conseil à sa session de 1952 et contenant tous les amendements ultérieurement adoptés jusqu'en mai 1961

RULES OF PROCEDURE

(Revised Edition)

As originally approved by the Council at its 1952 Session and incorporating all subsequent amendments up to May 1961

Juin 1961
PARIS
142, avenue des Champs-Élysées

COMMONWEALTH MYCOLOGICAL INSTITUTE
8 MAY 1969

ORGANISATION EUROPEENNE ET MEDITERRANEENNE POUR LA PROTECTION DES PLANTES

NOUVELLE EDITION DU REGLEMENT INTERIEUR

Texte d'origine approuvé par le Conseil
à sa session de 1952, et contenant tous
les amendements ultérieurement adoptés
jusqu'en mai 1961.

Note:

Les articles de la Convention sont désignés en chiffres romains.

TITRE I

L'ORGANISATION EN GENERAL

Article 1. DELEGUES A L'ORGANISATION

1. Dans le présent Règlement, le terme "délégué" a une signification identique à celle de "représentant d'un Etat membre" dans la Convention. Le terme de "délégation" s'applique à toutes les personnes désignées par un Etat membre pour participer à une session du Conseil, soit son représentant, le suppléant de celui-ci, les experts, les conseillers.

2. Les documents accréditant les délégués, ainsi que ceux qui indiquent les noms des membres de délégations et des représentants d'organismes officiels internationaux invités à participer à une session du Conseil, sont déposés, si possible, 15 jours au moins avant la date fixée pour l'ouverture de la session. Le Président, le Vice-président et le Directeur général sont chargés de vérifier les pouvoirs des délégués et de présenter un rapport du Conseil, qui se prononce sur la validité de ces pouvoirs.

3. Les membres du Conseil à une session donnée sont considérés comme membres en exercice jusqu'à la session suivante, sauf contre-avis donné à l'Organisation par l'Etat membre intéressé.

Article 2. ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES

1. Les demandes d'admission à l'Organisation de pays autres que ceux qui figurent à l'Annexe III de la Convention sont adressées au Directeur général qui les porte immédiatement à la connaissance des Etats membres et des délégués au Conseil.

2. La décision du Conseil sera communiquée par le Directeur général à l'Etat ayant fait acte de candidature.

3. L'adhésion prend effet une fois remplies les conditions de l'Art. XX b. et c. de la Convention.

Article 3. AMENDEMENTS A LA CONVENTION

Les propositions d'amendement à la Convention (Art. XIX) et à ses annexes peuvent être formulées soit par le Comité exécutif, soit par un Etat membre.

Article 4. LANGUES OFFICIELLES

1. Le français et l'anglais sont les langues officielles de l'Organisation.

2. Aux séances des conférences et groupes de travail techniques, le président peut autoriser l'usage d'autres langues suivant les possibilités d'interprétation.

Article 5. FONCTIONNEMENT INTERIEUR

Les organes de l'Organisation sont les suivants:

a. le Conseil ou Assemblée générale (Art. IX);

b. l'administration, qui comprend le Comité exécutif, le Directeur général et le personnel;

c. les comités techniques (conférences et groupes de travail techniques);

d. la Cour des comptes.

TITRE II

L E C O N S E I L

Article 6. SESSIONS ORDINAIRES DU CONSEIL

1. En application des articles IV et X de la Convention, la session ordinaire se tient au siège de l'Organisation ou, par décision du Conseil, dans une autre

localité. Dans des circonstances exceptionnelles, le Comité exécutif peut fixer le lieu de la réunion.

2. Le Directeur général convoque le Conseil au moins 60 jours à l'avance et prévient les organisations visées par l'Article XII de la Convention. Les convocations sont faites par lettre accompagnée d'un ordre du jour provisoire.

Article 7. SESSIONS EXTRAORDINAIRES DU CONSEIL

Le Comité exécutif fixe les date et lieu de telles sessions dans les 90 jours qui suivent le dépôt d'une demande conforme à l'Article X b. de la Convention. Les convocations sont envoyées comme il est prévu à l'article 6 du présent Règlement.

Article 8. PARTICIPATION AUX SESSIONS DU CONSEIL

Les sessions du Conseil sont ouvertes aux membres des délégations, aux représentants des organisations invitées, ainsi qu'au personnel de l'Organisation désigné par le Directeur général.

Article 9. QUORUM ET VOTES

1. Sauf dispositions contraires de la Convention ou du présent règlement, le quorum est atteint lorsqu'un tiers au moins des Etats membres sont représentés à la session.

2. Sauf dispositions contraires de la Convention ou du présent Règlement, les décisions sont prises à la majorité des voix. Par décision du Conseil, le vote peut avoir lieu par appel nominal ou au bulletin secret.

3. En cas d'égalité des voix, la décision est considérée comme négative.

Article 10. PROCEDURE ACCELEREE

1. Lorsque, entre les sessions du Conseil, une décision

rapide s'impose, le Comité exécutif peut décider une consultation écrite des membres du Conseil.

2. De telles décisions sont acquises à la majorité des deux tiers des votes parvenus au siège de l'Organisation dans le délai fixé, qui sera d'au moins 30 jours.

3. Le Directeur général prend acte du vote. Il fait parvenir le procès-verbal de la consultation aux délégués et en rend compte au Comité exécutif et au Conseil à leurs plus prochaines séances.

Article 11. MODIFICATION DU REGLEMENT

1. Les adjonctions et modifications au présent Règlement sont proposées par le Comité exécutif ou par les délégués. Dans ce dernier cas le Comité exécutif sera entendu par le Conseil.

2. Les adjonctions et modifications au présent Règlement sont apportées par le Conseil à la majorité des deux tiers des voix, sous réserve que la proposition ait été soumise aux délégués avec l'ordre du jour de la session.

Article 12. ORDRE DU JOUR

1. L'ordre du jour des sessions ordinaires du Conseil comprend notamment

   a. L'examen des demandes éventuelles d'admission d'observateurs (Art. XII) à la session du Conseil.

   b. Un rapport sur la vérification des pouvoirs des délégués et représentants au sens de l'Article premier du présent Règlement.

   c. Un rapport du Comité exécutif sur l'activité de l'Organisation au cours de l'année précédente.

   d. Un rapport du Directeur général sur le versement des contributions.

   e. Le programme d'activité de l'Organisation

proposé par le Comité exécutif, et prévoyant notamment les réunions de caractère technique.

f. Le budget de l'année présenté par le Comité exécutif.

g. La présentation des comptes et du bilan vérifiés pour l'année écoulée, après examen par la Cour des comptes.

h. L'examen des rapports des conférences et groupes de travail techniques (Art. XIII d.) et de la suite à donner aux conclusions et aux recommandations énoncées dans ces rapports.

i. Les propositions d'invitations à adresser aux Etats ou territoires non membres en vue de leur adhésion à l'Organisation.

j. L'examen des demandes éventuelles d'Etats ou de territoires membres en vue d'être autorisés à verser une contribution non prévue à l'Annexe I de la Convention (Art. XVIII a.).

k. Les demandes éventuelles d'adhésion à l'Organisation.

l. Les propositions éventuelles d'amendement à la Convention.

m. Les élections et nominations statutaires.

n. La détermination, à l'occasion de leur nomination, des frais de représentation éventuels à verser au Président et au Vice-président.

2. L'ordre du jour d'une session extraordinaire du Conseil est établi par le Comité exécutif.

3. Les Etats membres peuvent formuler des propositions relatives à l'ordre du jour d'une prochaine session. Ces propositions sont examinées par le Comité exécutif, qui donnera son avis au Conseil.

4. L'ordre du jour définitif doit parvenir aux Etats membres et aux invités au moins 30 jours avant la date de la session.

5. Le Conseil ne peut prendre de décision que sur les points portés à l'ordre du jour.

Article 13. PRESIDENT ET VICE-PRESIDENT

1. En dehors des attributions que lui confère le présent Règlement, le Président dirige les débats, veille à l'application du règlement, décide de la suite à donner aux motions d'ordre, et a l'entier contrôle de toute réunion.

2. Le Vice-président assume la présidence en l'absence du Président, avec les mêmes attributions que ce dernier.

TITRE III

L'ADMINISTRATION

Article 14. COMITE EXECUTIF

1. Le Comité exécutif est élu par le Conseil à la majorité des voix des délégués présents. Le mandat de membre du Comité exécutif est acquis à l'Etat membre de l'Organisation qui désigne lui-même son représentant au Comité exécutif.

2. Le Comité fait des recommandations au Conseil quant à sa composition. Il peut proposer qu'un ou plusieurs Etats membres dont le mandat parvient à expiration ne soient pas immédiatement réélus; dans ce cas, le ou les sièges vacants sont pourvus par un ou plusieurs autres Etats membres choisis de telle sorte qu'à la longue tous les Etats membres aient participé à la gestion de l'Organisation.

3. Dans le cas où cela se révèlerait nécessaire pour maintenir la continuité de la ligne de conduite et assurer le bon fonctionnement de l'Organisation, le Comité peut proposer, à titre exceptionnel, la reconduction d'un ou plusieurs mandats (3 au maximum) pendant une période supplémentaire d'un ou deux ans à compter de l'expiration du mandat en cours.

4. Le Comité présentera également des propositions au Conseil concernant l'élection ou la réélection du Président et du Vice-président du Conseil.

Article 15. ATTRIBUTIONS DU COMITE EXECUTIF

1. Sauf décisions contraires du Conseil et en dehors des tâches que lui confient la Convention et le présent Règlement, le Comité exécutif gère les affaires de l'Organisation.

2. En particulier, le Comité exécutif

   a. fixe la date et, dans les circonstances exceptionnelles, le lieu de réunion du Conseil, ainsi que la date et lieu des réunions du Comité exécutif et des comités techniques (conférences et groupes de travail techniques) et prend toutes dispositions utiles pour faciliter leur travail;

   b. approuve l'ordre du jour de chaque réunion;

   c. coordonne le travail des comités techniques;

   d. approuve le nombre et les appointements du personnel.

Article 16. REUNIONS DU COMITE EXECUTIF

(Amendements aux paragraphes 1 et 3 approuvés par le Conseil à sa douzième Session, Paris, 9-10 mai 1962)

1. Le Comité exécutif se réunit sur convocation de son Président chaque fois que celui-ci le juge nécessaire ou sur demande de quatre au moins de ses autres membres. Il ne siège pas moins de deux fois par an.

2. Pas de modification.

3. Le quorum est constitué par le Président ou le Vice-Président et quatre autres membres. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents; en cas d'égalité, la décision est considérée comme négative.

4. Pas de modification.

5. " " " (p.10)

6. " " " (p.10)

5. Un procès-verbal des délibérations est tenu par le Directeur général, qui le signe avec le Président. Les décisions prises sont consignées en français et en anglais. Le procès-verbal est communiqué aux membres du Comité exécutif dans les quinze jours qui suivent la réunion.

6. Le Directeur général ou son représentant participe à titre consultatif aux réunions du Comité exécutif.

Article 17. INDEMNITES (Amendements approuvés par le Conseil à sa treizième Session, 8-9 mai 1963)

1. Pour les réunions auxquelles participent les membres du Comité exécutif, à l'exclusion de celles qui sont prévues au paragraphe 2 du présent article, l'Organisation prend à sa charge:

   a. une indemnité fixée à 6 (six) livres sterling par journée de 24 heures à compter de l'heure à laquelle l'intéressé quitte son domicile jusqu'à l'heure de son retour (période calculée dans les délais les plus courts). La dernière période ne donne lieu au paiement d'une indemnité que si sa durée est au moins égale à 12 heures;

   b. les frais de déplacement jusqu'à concurrence du prix du transport par avion en classe touriste ou par chemin de fer en 1ère classe. Lorsque des frais de wagon-lit sont compris dans le prix du billet de chemin de fer, l'indemnité payable pour la durée du voyage effectif est réduite à 4 (quatre) livres sterling par 24 heures.

2. Lorsque la réunion du Comité exécutif coïncide avec une session du Conseil, l'Organisation prend uniquement à sa charge l'indemnité prévue pour les jours de séance du Comité exécutif.

Article 18. LE DIRECTEUR GENERAL

1. Le Conseil, sur proposition du Comité exécutif, nomme le Directeur général pour une période de 5 ans au plus et détermine les conditions du contrat d'engagement, qui précise le traitement et les indemnités attachés à la fonction, ainsi que les droits et obligations du titulaire. L'engagement du Directeur général peut être renouvelé.

2. Chaque fois que le poste de Directeur général est vacant ou peut prochainement le devenir, la nomination d'un successeur sera portée à l'ordre du jour de la prochaine session. Le Comité exécutif peut, en cas de nécessité, mais sans prendre d'engagement définitif, désigner un directeur par interim jusqu'à la prochaine session du Conseil.

3. Le Directeur général dirige les activités de l'Organisation, conformément au présent Règlement et sous le contrôle du Conseil et du Comité exécutif devant lesquels il est responsable. Il exécute au nom de l'Organisation les décisions du Conseil et du Comité exécutif. A cet effet il est le représentant légal de l'Organisation auprès des administrations et dans les actes courants de la vie civile.

Il est chargé d'une façon générale

a. d'assurer la continuité des travaux du Comité exécutif et des comités techniques (conférences et groupes de travail techniques);

b. d'entretenir des relations suivies avec les organisations désignées par le Comité exécutif;

c. d'assurer le recrutement de collaborateurs qualifiés, d'organiser leur travail et de maintenir la discipline et la ponctualité;

d. de remplir toutes les autres fonctions qui découlent du présent Règlement, des décisions du Conseil et du Comité exécutif et de tout statut ou règlement qui pourrait entrer en vigueur.

TITRE IV

C O M I T E S T E C H N I Q U E S

(Conférences et groupes de travail techniques)

Article 19. DEFINITION ET ATTRIBUTIONS

1. Les comités techniques (conférences et groupes de travail techniques) sont les organes scientifiques de l'Organisation,

chargés, chacun dans les limites précises de son mandat, de faire rapport au Comité exécutif et au Conseil et de soumettre à ceux-ci leurs observations et leurs recommandations. Les rapports en question seront communiqués au Directeur général pour transmission au Comité exécutif et au Conseil.

2. Sauf décision contraire du Conseil, le Comité exécutif délimite le programme de chaque conférence ou groupe de travail technique et définit clairement son mandat.

3. Les membres des conférences techniques sont désignés par les Etats invités à y participer. Les groupes de travail se composent de personnes compétentes nommées par le Conseil ou le Comité exécutif, d'accord avec les Etats intéressés.

Article 20. CONSTITUTION ET REGLEMENT

1. Les conférences et groupes de travail techniques sont convoqués par le Directeur général, sur la demande du Conseil ou du Comité exécutif, pour s'acquitter de tâches bien déterminées.

2. Les conférences et groupes de travail techniques établissent leurs propres règlements. Ils sont présidés en principe soit par un membre du Comité exécutif, soit par le Directeur général. Celui-ci, ou le représentant de celui-ci, participe à titre consultatif à toutes les réunions.

Article 21. INDEMNITES

1. Les membres des groupes de travail et les experts convoqués par le Comité exécutif ou le Directeur général ont droit au remboursement par l'Organisation d'indemnités et de frais de déplacement selon les modalités prévues à l'Article 17, para. 1.

2. Exceptionnellement, le Comité exécutif peut mettre à la charge de l'Organisation d'autres frais que ceux qui sont prévus ci-dessus. Le Conseil en sera informé.

3. Les frais des membres des conférences techniques sont à la charge de leurs gouvernements et non à celle de l'Organisation.

TITRE V

L A G E S T I O N F I N A N C I E R E

Article 22. BUDGET, COMPTES ET GESTION FINANCIERE

1. Le budget et les comptes sont établis dans la monnaie du pays où l'Organisation a son siège.

2. Les contributions sont payables dans les monnaies déterminées d'un commun accord par l'Organisation et les pays adhérents.

3. La comptabilité est tenue par le personnel de l'Organisation. Conformément à l'Article XVIII de la Convention, le Comité exécutif charge un expert-comptable, n'ayant aucun lien avec l'Organisation, de la vérification des comptes au moins une fois par an.

4. Le Directeur général est responsable de la gestion financière. Il informe le Comité exécutif de la suite donnée aux recommandations éventuelles ayant trait à l'administration financière de l'Organisation.

Article 23. ATTRIBUTIONS FINANCIERES DU PRESIDENT ET DU DIRECTEUR GENERAL

1. L'approbation préalable du Président ou du Vice-président est requise pour toute opération importante entraînant pour l'Organisation des obligations financières nouvelles.

2. A cet effet, l'Organisation maintient à son siège deux comptes bancaires dits: A et B.

3. Le compte A est alimenté par les recettes de l'Organisation et en particulier par les contributions des Etats membres. Il couvre les dépenses importantes ou extraordinaires, et alimente le compte B.

4. Les chèques ou virements tirés ou ordonnés sur le compte A doivent être signés du Président ou du Vice-président et du Directeur général.

5. Le compte B couvre les dépenses courantes normales de l'Organisation. Les chèques ou virements tirés ou ordonnés sur le compte B sont signés par le Directeur général seul.

Article 24. COUR DES COMPTES

1. La gestion financière de l'Organisation est l'objet d'un contrôle annuel par une cour des comptes composée de trois membres et de deux suppléants, tous pris parmi des pays différents et non représentés au Comité exécutif.

2. La durée du mandat de membre de la Cour des comptes est fixée à trois ans. Au moins un des membres est remplacé chaque année.

3. La Cour des comptes se réunit avant la session ordinaire du Conseil et contrôle les comptes de l'exercice écoulé. Elle fait rapport au Comité exécutif et au Conseil.

4. La fonction de membre de la Cour des comptes est honorifique et ne donne droit à aucune rétribution de la part de l'Organisation, mais les frais de séjour supplémentaires occasionnés par la participation à la réunion de la Cour des comptes sont remboursés.

EUROPEAN AND MEDITERRANEAN PLANT PROTECTION ORGANISATION

REVISED EDITION OF RULES OF PROCEDURE

As originally approved by the Council at its 1952 Session and incorporating all subsequent amendments up to May 1961.

Note:

Articles of the Convention are referred to in Roman numerals.

SECTION I

THE ORGANISATION AS A WHOLE

Article 1. DELEGATES TO THE ORGANISATION

1. In these Rules, the term "delegate" has a meaning identical with that of "representative of a Member Government" in the Convention. The term "delegation" applies to all the persons appointed by a Member Government to participate in a meeting of the Council, i.e. its representative, alternate, experts and advisers.

2. The credentials of the delegates, members of delegations, and representatives of international organisations at a meeting of the Council shall be deposited, in so far as possible, at least 15 days before the meeting. The Chairman, Vice-Chairman and Director-General shall examine the credentials and report thereon to the Council, which shall rule on their validity.

3. Delegates to a meeting of the Council retain their status until the following meeting, except in cases where Member Governments have notified the Organisation to the contrary.

Article 2. ADMISSION OF NEW MEMBERS

1. Requests for admission to the Organisation from countries other than those listed in Schedule III to the Convention shall be sent to the Director-General who shall bring them immediately to the notice of Member Governments and of members of the Council.

2. The decision of the Council shall be communicated by the Director-General to the Government that has applied for membership.

3. Membership shall become effective on fulfilment of the conditions of Art. XX b. and c. of the Convention.

Article 3. AMENDMENTS TO THE CONVENTION

Proposals for amendment of the Convention (Art. XIX) and its Schedules may be made either by the Executive Committee or by a Member Government.

Article 4. OFFICIAL LANGUAGES (Point 2 approved by the Council at its Thirteenth Session, May 8-9,1963).

1. English and French shall be the official languages of the Organisation.

2. At all meetings convened by the Organisation Russian interpretation facilities shall be provided at the discretion of the Director-General.

3. At the meetings of technical conferences and working parties the Chairman may authorise the use of other languages if interpreting facilities permit.

Article 5. THE ORGANS OF THE ORGANISATION

The organs of the Organisation are:

a. The Council, or General Assembly (Art. IX);

b. The Administration, which comprises the Executive Committee, the Director-General and the staff;

c. The technical committees (technical conferences and working parties);

d. The Accounts Verification Panel.

SECTION II

THE COUNCIL

Article 6. ORDINARY MEETINGS OF THE COUNCIL

1. In accordance with Arts. IV and X of the Convention, the ordinary meetings shall be held at the seat of the Organisation, or, by decision of the Council, in another place. In exceptional circumstances the

Executive Committee may decide the place of the meeting.

2. The Director-General shall convene the Council at least 60 days before the meeting and notify the organisations foreseen by Art. XIIb of the Convention. Notice shall be given by letter and shall include a provisional agenda.

Article 7. EXTRA-ORDINARY MEETINGS OF THE COUNCIL

The Executive Committee shall decide the date and place of any such meeting within 90 days following deposit of a request made in accordance with Art. X b. of the Convention. Notice shall be given as provided in Art. 6 of these Rules.

Article 8. ATTENDANCE AT COUNCIL MEETINGS

Council meetings shall be open to members of delegations, to the representatives of invited organisations, and to such members of the staff as the Director-General may designate.

Article 9. QUORUM AND VOTING

1. Except where otherwise provided for in the Convention or in these Rules, a quorum is reached when at least one-third of the Member Governments are represented at the meeting.

2. Except where otherwise provided in the Convention or in these Rules, decisions shall be taken by a majority of the votes cast. By decision of the Council, the vote may be by call-over or by secret ballot.

3. In case of equal voting, the decision shall be considered as negative.

Article 10. ACCELERATED PROCEDURE

1. When an urgent decision is necessary between meetings of the Council, the Executive Committee may decide to consult delegates by letter.

2. Such decisions are taken by a two thirds majority of votes received at the seat of the Organisation within the assigned time-limit. Not less than 30 days shall be allowed.

3. The Director-General will record the vote. He shall send the record of the consultation to the delegates and present a report to the Executive Committee and to the Council at their next meetings.

Article 11. AMENDMENT OF RULES

1. Additions to and amendments of these Rules may be proposed by the Executive Committee or by members of the Council. In the latter case the views of the Committee shall be presented to the Council.

2. Additions to and amendments of these Rules shall be made effective by the Council by a majority of two thirds of the votes cast, provided the proposal was submitted to the members of the Council with the agenda of the meeting.

Article 12. AGENDA

1. The agenda of ordinary meetings of the Council shall include:

   a. Examination of any requests for admission of observers (Art. XII) at the Council meeting.

   b. A report on the examination of credentials of delegates and representatives according to Art. 1 of these Rules.

   c. A report by the Executive Committee on the work of the Organisation during the preceding year.

   d. A report by the Director-General on the payment of contributions.

   e. Proposals of the Executive Committee regarding future activities of the Organisation, including technical meetings.

   f. Budget for the year presented by the Executive Committee.

g. Presentation of the audited accounts and balance-sheet of the previous year, after examination by the Accounts Verification Panel.

h. Examination of reports of technical conferences and working parties (Art. XIII d.) and action to be taken in regard to their conclusions and recommendations.

i. Suggestions for invitations to join the Organisation to be sent to non-member Governments or territories.

j. Examination of any requests by Governments or territories to pay contributions at rates other than those provided for in Schedule I of the Convention (Art. XVIII a.).

k. Applications, if any, for admission to the Organisation.

l. Proposals, if any, for amendment of the Convention.

m. Statutory elections and appointments.

n. On the election of the Chairman and Vice-Chairman, determination of the expense allowances, if any, to be paid to them.

2. The agenda of an extra-ordinary meeting of the Council shall be drawn up by the Executive Committee.

3. Member Governments may put forward suggestions for the agenda of a coming meeting. Such suggestions shall be considered by the Executive Committee and its views presented to the Council.

4. The final agenda must reach Member Governments, and others invited to attend, at least 30 days before the date of the meeting.

5. The Council may take decisions only on items appearing on the agenda.

Article 13. CHAIRMAN AND VICE-CHAIRMAN

1. In addition to performing such functions as are foreseen

by these Rules, the Chairman shall conduct proceedings, ensure observance of the rules, decide on points of order and exercise full control over all meetings.

2. The Vice-Chairman shall act as chairman in the absence of the Chairman, with the same responsibilities as the latter.

SECTION III

THE ADMINISTRATION

Article 14. EXECUTIVE COMMITTEE

1. The Executive Committee shall be elected by a majority of the members of the Council present and voting. The election is of member Governments of the Organisation, which nominate their representatives on the Committee. A member Government cannot have more than one representative on the Executive Committee.

2. The Committee shall make proposals as to its composition to the Council, and may propose that one or more member Governments whose period of office is about to expire shall not be immediately re-elected, but that the vacancy or vacancies should be filled by other specified member Government or Governments, so as to ensure that in the course of years all member Governments shall participate in the administration of the Organisation's affairs.

3. Should it be deemed necessary in order to preserve continuity of policy and ensure the proper functioning of the Organisation, the Committee may exceptionally propose that one or more member Governments (with a maximum of three) may be asked to continue in office for a further period of one or of two years after the expiry of their existing mandates.

4. The Committee shall also make proposals to the Council regarding the election or re-election of the Chairman and Vice-Chairman of the Council.

Article 15. FUNCTIONS OF THE EXECUTIVE COMMITTEE

1. Except where otherwise decided by the Council, and in addition to its duties under the Convention and these Rules, the Executive Committee is responsible for managing the affairs of the Organisation.

2. It shall in particular:

   a. decide the date, and, in exceptional circumstances, the place, of meetings of the Council, the date and place of meetings of the Executive Committee and the technical committees (technical conferences and working parties), and take all necessary action for facilitating their work;

   b. approve the agenda of each meeting;

   c. coordinate the work of the technical conferences and working parties;

   d. approve the number and the salaries of the staff.

Article 16. MEETINGS OF THE EXECUTIVE COMMITTEE

(Amendments to paragraphs 1 and 3 approved by the Council at its Twelfth Session, Paris, May 9-10, 1962)

1. The Executive Committee shall meet when called by the Chairman each time he deems it necessary, or at the request of at least four of its other members. There shall be at least two meetings a year.

2. No change.

3. A quorum is constituted by the Chairman or the Vice-Chairman and four other members. Decisions shall be taken by a majority of the members present. In the case of equal voting the decision shall be considered as negative.

4. No change.

5. " " (p.24)

6. " " (p.24)

5. Minutes of the meetings shall be kept by the Director-General who shall sign them with the Chairman. Decisions shall be recorded in French and in English. Copies of the minutes shall be sent to members of the Executive Committee within fifteen days of the meeting.

6. The Director-General or his representative shall attend meetings of the Executive Committee in an advisory capacity.

Article 17. ALLOWANCES (Amended by the Council at its Thirteenth Session, May 8-9, 1963)

1. For the meetings attended by members of the Executive Committee, with the exception of those mentioned in paragraph 2 of this Article, the Organisation shall bear:

   a. subsistence at the rate of £6 (Six Pounds) per day calculated in periods of 24 hours from the (latest possible) hour of leaving home to the (earliest possible) hour of return. Any fraction of 24 hours, if not less than 12 hours, shall count as a day;

   b. a sum for travelling expenses covering the cost of Tourist Class air transport or 1st-Class rail transport. When travel by rail sleeper is included in the price of the rail ticket, the subsistence rate for the period of travel shall be reduced to £4 (Four Pounds) per period of 24 hours.

2. When the meeting of the Executive Committee coincides with a meeting of the Council, the Organisation shall bear only the subsistence allowance for the days of meeting of the Executive Committee.

Article 18. THE DIRECTOR-GENERAL

1. The Council, on the recommendation of the Executive Committee, shall appoint the Director-General for a period not exceeding 5 years and lay down the terms of the contract of appointment, including the salary and allowances attaching thereto and the rights and obligations of the holder. The Director-General is eligible for re-appointment.

2. Each time that the post of Director-General becomes vacant, or that it is foreseen that it must be filled in the near future, the appointment of a successor will be put on the agenda of the next meeting of the Council. If necessary the Executive Committee may, without making any final commitment, appoint an acting Director-General to serve until the next meeting of the Council.

3. The Director-General shall direct the activities of the Organisation, in conformity with these Rules and under the authority of the Council and the Executive Committee to whom he is responsible. He shall carry out, in the name of the Organisation, the decisions of the Council and of the Executive Committee, for which purposes he is the legal representative of the Organisation in its relations with all authorities and in all current transactions.

   The general responsibilities of the Director-General shall be

   a. to ensure the continuity of the work of the Executive Committee and of the technical committees (technical conferences and working parties);

   b. to maintain continuous relations with the organisations designated by the Executive Committee;

   c. to ensure the recruitment of qualified staff, to organise the work of the staff, and to maintain discipline and punctuality;

   d. to fulfil all the other functions arising from these Rules, from decisions of the Council and the Executive Committee, and from any statute or rule which might come into force.

SECTION IV

TECHNICAL COMMITTEES

(Technical Conferences and Working Parties)

Article 19. DEFINITION AND FUNCTIONS

1. The technical committees (technical conferences and

working parties) are the scientific organs of the Organisation, appointed with definite terms of reference to report, with comments and recommendations, to the Executive Committee and the Council. Reports shall be sent to the Director-General for transmission to the Executive Committee and the Council.

2. Except where otherwise decided by the Council, the Executive Committee shall outline the work of each technical conference or working party and define clearly its terms of reference.

3. The members of the technical conferences will be nominated by the Governments invited to participate in the work of the conferences. Working parties will consist of qualified persons designated by the Council or the Executive Committee, in consultation with the Governments concerned.

Article 20. APPOINTMENT AND RULES

1. Technical conferences and working parties shall be convened by the Director-General, at the request of the Council or of the Executive Committee, for specific tasks.

2. Technical conferences and working parties determine their own rules of procedure. The Chairman will normally be either a member of the Executive Committee or the Director-General. The Director-General or his representative shall take part in all meetings in an advisory capacity.

Article 21. ALLOWANCES

1. The members of working parties and experts convened by the Executive Committee or the Director-General are entitled to reimbursement by the Organisation of travelling expenses and subsistence allowances as set out in Article 17, par. 1.

2. In exceptional circumstances the Executive Committee may allow expenses additional to those mentioned above to be paid by the Organisation. The Council shall be kept informed.

3. The expenses of members of technical conferences are borne by their Governments and not by the Organisation.

SECTION V

ADMINISTRATION OF FUNDS

Article 22. BUDGET. ACCOUNTS AND ADMINISTRATION OF FUNDS

1. The budget and accounts shall be drawn up in the currency of the country where the Organisation has its seat.

2. Contributions shall be paid in such currencies as may be agreed between the Organisation and the contributing Governments.

3. The books shall be kept by the staff of the Organisation. In accordance with Art. XVIII of the Convention, the Executive Committee employs a chartered accountant, having no connection with the Organisation, for the audit of the accounts at least once a year.

4. The Director-General is responsible for the administration of funds. He shall inform the Executive Committee of steps taken in regard to any recommendation concerning the financial administration of the Organisation.

Article 23. FINANCIAL RESPONSIBILITIES OF THE CHAIRMAN AND DIRECTOR-GENERAL

1. The prior consent of the Chairman or Vice-Chairman is required for any substantial transactions involving the Organisation in new financial obligations.

2. There shall therefore be two headquarters banking accounts in the name of the Organisation: A and B.

3. The receipts of the Organisation, and in particular the contributions of Member Governments shall be paid into Account A. Substantial or extra-ordinary expenditure

shall be met from this account, which also replenishes Account B.

4. Cheques or transfers drawn or made on Account A shall be jointly signed by the Chairman or Vice-Chairman and by the Director-General.

5. Account B provides for the current normal expenditure of the Organisation. Cheques or transfers drawn or made on Account B shall be signed by the Director-General only.

Article 24. ACCOUNTS VERIFICATION PANEL

1. The administration of the Organisation's funds shall be examined each year by an Accounts Verification Panel composed of three members and two alternates, each from a different country not represented on the Executive Committee.

2. Membership of the Panel shall be for three years. Each year at least one member shall be replaced.

3. The Panel shall meet prior to the ordinary meeting of the Council and examine the accounts of the previous financial year. It shall report to the Executive Committee and the Council.

4. These duties are honorary and members of the Panel are not entitled to any payment from the Organisation in respect of their services, but will be paid the additional subsistence expenses necessitated by their attendance at the meeting of the Panel.